



GUIDE D'UTILISATION

INNEO PRIMO EXPERT COMPTABLE



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz

SOMMAIRE

1. Se connecter	p. 3
2. Vue d'ensemble de la page d'accueil	p. 4
3. Fiches Pratiques	p. 7
4. Mémentos	p. 12
5. Schémas interactifs	p. 16
6. Revues	p. 19
7. Rédiger un modèle-type	p. 23
8. Les actualités	p. 29
9. Les outils pratiques	p. 32
10. La recherche	p. 37
11. Vous accompagner au quotidien	p. 40

► L'accès s'effectue depuis <https://inneoprime.fl.fr/>

EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE
Lefebvre Dalloz

ESPACE ABONNÉS

Tous vos produits
en un seul accès

Pour accéder à votre abonnement multi-utilisateurs, merci de saisir votre login puis identifiant vous permettant d'utiliser votre espace personnel (dossiers, notes, alertes...) :

Connectez-vous

Si vous n'avez pas encore d'identifiant (première connexion), vous devez le créer ci-dessous.
Si vous disposez par ailleurs d'un abonnement individuel, vous pouvez y [accéder ici](#).

Login

Identifiant

☐ Mémoriser mes codes d'accès

CONNEXION ✓

[Login oublié ?](#)

► Saisir votre login et votre mot de passe

► Astuces :

Ajouter ce lien à vos favoris pour y accéder plus rapidement.

Cocher la case « mémoriser » pour ne pas avoir à ressaisir vos codes d'accès à la prochaine connexion.

VUE D'ENSEMBLE



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz

Le logo  vous permet un retour à la page d'accueil.

Le moteur de recherche pour retrouver plus rapidement une information.

Vos outils :
Tableau de bord, Chatexpert, Espace Assistance, paramétrage des Newsletters,

La barre de menu qui constitue votre bibliothèque de contenus.

Un accès rapide par thématique à vos **fiches pratiques**.





Votre **tableau de bord** qui comporte votre historique de recherche & de navigation ainsi que vos actes en cours de rédaction.



Le service **ChatExpert** vous permet d'être assisté par des juristes spécialisés en recherche documentaire pour vous venir en aide en cas de recherche infructueuse.

Ils sont disponibles du lundi au vendredi, de 9h à 18h.



L'espace assistance : tutoriels, guide d'utilisation et numéros utiles.



Un accès vers le **paramétrage** de votre newsletter et de vos utilisateurs.



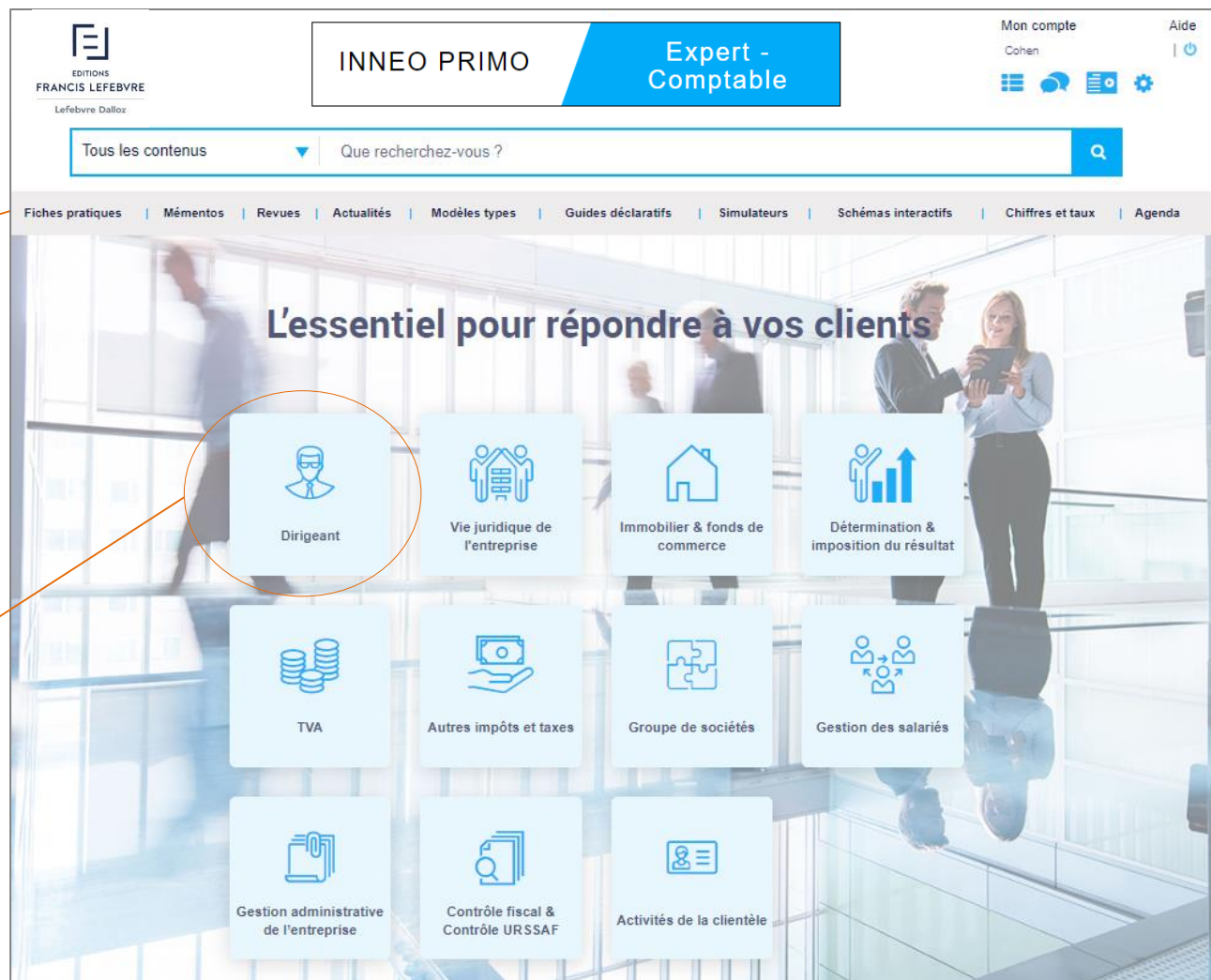
FICHES PRATIQUES



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz

► Deux possibilités d'accéder à vos fiches pratiques : soit via **la barre de menu**, soit via **la partie centrale de l'écran**.



Fiches pratiques.

Un accès rapide à vos fiches pratiques par les 11 thématiques.

- A l'ouverture d'une thématique, nous arrivons directement sur une page où sont classées toutes les fiches réalisées par nos rédacteurs.
- Dans la colonne de **sommaire** : Chaque section est à déplier au besoin en cliquant sur les **+** pour aller chercher la fiche désirée.

Fiches pratiques Expert-comptable
Détermination & imposition du résultat

Détermination & imposition du résultat

+

Régimes d'imposition

+

Produits

+

Charges

-

Amortissement

»

Suramortissement en faveur des PME industrielles : quels biens peuvent en bénéficier ?

»

Quand réviser un plan d'amortissement ?

+

Provisions

+

Allègements fiscaux

+

Passage du résultat fiscal au résultat comptable

+

Report déficitaire

+

Calcul de l'impôt

+

Paiement de l'impôt

+

Organismes de gestion agréés et comptables conventionnés

+

Opérations de régularisation

Régimes d'imposition

Qu'est-ce que le régime de la déclaration contrôlée ?

Mise à jour le 12-4-2019

Le régime de la déclaration contrôlée correspond au régime réel d'imposition des professionnels qui exercent une activité BNC et qui ne relève pas du régime micro-BNC. Il peut être obligatoire à raison du montant annuel de ou de la nature de l'activité exercée.

Pour qui ?

Le régime de la déclaration contrôlée s'applique de plein droit aux entreprises non commerciales qui ne peuvent pas bénéficier du régime micro-BNC. Sont obligatoirement placés sous le régime de la déclaration contrôlée, quel que soit le montant des recettes de l'année précédente ou de la pénultième année :

- les officiers publics et ministériels (notaires, huissiers, etc.), pour les bénéfices provenant de leur charge ou de leur office (CGI art. 100) ;
- les professionnels exerçant une activité intellectuelle ou artistique ou de la pratique d'un sport (CGI art. 100 bis) ;
- les professionnels exerçant une activité commerciale et des recettes commerciales, optent pour l'imposition de leurs recettes commerciales selon un régime déterminé.

- Amortissement

- » Suramortissement en faveur des PME industrielles : quels biens peuvent en bénéficier ?
- » Quand réviser un plan d'amortissement ?

- possibilité de comptabilisation globale, en fin de journée, des recettes d'un montant unitaire inférieur à 76 €, à condition qu'elles aient fait l'objet d'un paiement au comptant et que les justificatifs du détail de ces opérations (notes d'honoraires, brouillard de caisse) soient conservés. Dans ce cas, l'identité du client ne doit figurer que sur les pièces justificatives ;

9

- Vous disposez d'**outils d'exploitation** pour utiliser au mieux vos fiches pratiques :



Pictogramme d'**impression** qui vous permet d'imprimer tout le document ou une partie.



Pictogramme d'**exportation** qui permet d'exporter sur votre ordinateur le document au format WORD.



Pictogramme d'**envoi par mail**.



Ces pictogrammes permettent d'**augmenter ou diminuer** la police du document.



L'**ascenseur express** qui permet de retrouver le haut de la page en un clic.



Le **presse papier** qui permet de copier l'URL du document.



Régimes d'imposition

Qu'est-ce que le régime de la déclaration contrôlée ?

Le régime de la déclaration contrôlée correspond au régime réel d'imposition des professionnels qui exercent une activité BNC et qui ne relève pas du régime micro-BNC. Il peut être obligatoire à raison du montant annuel de ou de la nature de l'activité exercée.

Fiche rédigée le 6-6-2021

- Sur chaque fiche pratique est indiquée la **date de mise à jour**.

► En bas de chaque fiche pratique, vous retrouverez **la documentation associée** et **les outils associés**.

■ Voir la documentation associée :



■ Voir les outils associés :



► En cliquant sur chaque **pictogramme** vous obtiendrez **le détail**.

Mémentos



Voir le(s) memento(s)

- Mémento fiscal n° 13550 à 13675

Simulateurs



Voir le simulateur

- Réduction d'impôt en faveur du mécénat d'entreprise 2018

Dernières actualités



Dernières actualités

- 01/10/2019 : L'administration commente l'obligation déclarative concernant les entreprises qui effectuent des dons supérieurs à 10 000 € - voir l'info
- 01/10/2019 : La réduction d'impôt est transférée aux membres des sociétés de personnes à condition qu'ils participent à l'exploitation - voir l'info

Modèles types



Voir les modèles types

- Bénéfices Non Commerciaux > Restructuration d'activité libérale : fractionnement créances acquises > Apport d'une activité individuelle à une société de personnes à activité libérale, ou à une SEL

MÉMENTOS



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz

► Accéder à vos **Mémentos** via la **barre de menu**.

The screenshot shows the top navigation bar with a search field and a menu. The 'Mémentos' menu item is highlighted. Below the navigation bar, the 'Mémentos' section is displayed, featuring several cards for different tax references: 'MÉMENTO AUDIT ET COMMISSARIAT AUX COMPTES 2018-2019', 'MÉMENTO COMPTABLE 2020', 'MÉMENTO FISCAL 2019', and 'MÉMENTO FISCAL 2019'. Each card includes a 'Table alpha' link and a search field for 'Paragraphe n°' with an 'OK' button.

► Trois possibilités pour consulter vos Mémentos :

- En cliquant sur le **titre du Mémento** pour accéder au sommaire.
- En cliquant sur la **table alphabétique** disponible sous le titre du Mémento et renseigner un mot-clé.
- En renseignant un **numéro de paragraphe**.

The screenshot shows the 'TABLE ALPHABÉTIQUE : TABLE MÉMENTO COMPTABLE 2020' page. It features a search bar and a list of results for the keyword 'Abandon de créance'. The results include a list of terms and their corresponding paragraph numbers, such as 'Étude d'ensemble : 42220 s.', 'conditionnel : 42320 s.', 'consenti dans certaines situations particulières : 42220.', 'normal ou anormal : 42225.', 'pur et simple : 42230 (distinction entre - commercial et - financier) ; 42240 (commercial) ; 42270 (financier).', 'Incidence des - sur la valeur chez la mère des titres de la filiale bénéficiaire de l' : 37695.', 'Renoncations à des recettes : 42340.', 'Subventions remboursables : 31525.', and 'Tableau de financement : 65980.'.

► Naviguer sur votre Mémento via le sommaire en développant les +

► La table alphabétique ainsi que la recherche par paragraphe sont disponibles via vos outils d'exploitation :



Table alphabétique



Recherche via un numéro de paragraphe

Mémento Fiscal 2021

> Présentation et mode d'emploi
 > Principales abréviations
 + Les principales nouveautés
 - PARTIE 1 Impôt sur le revenu
 - CHAPITRE 1 Règles générales
 > Mécanisme général de l'impôt sur le revenu
 + SECTION 1 Personnes imposables
 + SECTION 2 Base d'imposition
 + SECTION 3 Calcul de l'impôt sur le revenu
 + SECTION 4 Modalités de perception de l'impôt sur le revenu
 + SECTION 5 Régimes spéciaux
 + SECTION 6 Plafonnement global de certains avantages fiscaux
 + SECTION 7 Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus
 + CHAPITRE 2 Bénéfices industriels et commerciaux
 + CHAPITRE 3 Bénéfices non commerciaux
 + CHAPITRE 4 Bénéfices agricoles
 + CHAPITRE 5 Plus-values et moins-values professionnelles

**PARTIE 1
IMPÔT SUR LE REVENU**

1 L'impôt sur le revenu frappe, à un taux progressif, le revenu annuel des personnes physiques. Il s'agit d'un impôt sur le revenu net global obtenu en additionnant les revenus de toutes catégories. Les personnes physiques sont par ailleurs soumises, sur l'ensemble de leurs revenus, à des prélèvements sociaux : contribution sociale généralisée (CSG), contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et, pour les revenus du capital financier et immobilier, prélèvement de solidarité (voir n° 34200 s.).

TABLE ALPHABÉTIQUE : TABLE MÉMENTO FISCAL 2019

Rechercher

Les chiffres renvoient aux paragraphes. La mention « s. » signifie que l'étude de la question se prolonge sur le ou les numéros suivants. Pour diriger les recherches, les références sont accompagnées, lorsque c'est utile, soit d'une mention explicite, soit d'une abréviation désignant l'impôt ou la catégorie de revenus dont il est question. On trouvera ci-dessous le sens de ces abréviations.

AA	Association agréée
BA	Bénéfices agricoles
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux
BNC	Bénéfices non commerciaux
CET	Contribution économique territoriale
CFE	Cotisation foncière des entreprises
CGA	Centre de gestion agréé
CRDS	Contribution au remboursement de la dette sociale
CRL	Contribution sur les revenus locatifs
CSG	Contribution sociale généralisée

Aller à

Mémento Fiscal 2019

Saisissez le n° de paragraphe :

1
10
100
300
325
330
335
340
345
355

Annuler Valider

- L'avantage du Mémento numérique est d'avoir un ouvrage constamment **à jour** via **nos nouvelles parutions de revues**

Paragraphe
d'origine



CGI art. 34

BIC-II-335 s

7015



Sont considérés comme des bénéfices industriels et commerciaux, pour l'application de l'impôt sur le revenu, les bénéfices réalisés par des personnes physiques et provenant de l'exercice d'une **profession commerciale, industrielle ou artisanale**. L'accomplissement à titre professionnel d'opérations ayant le caractère d'**actes de commerce** en application de l'article L 110-1 du Code de commerce caractérise l'exercice d'une activité commerciale au sens de l'article 34 du CGI (CE 29-4-2002 n° 234133 : RJF 7/02 n° 769 ; BOI-BIC-CHAMP-10-10 n° 10). La notion de profession suppose l'accomplissement des opérations par des personnes agissant à titre habituel, pour leur propre compte et dans un but lucratif.

Citons à titre d'**exemples** d'activités imposables dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux :

- pour les **activités commerciales** : l'achat de matières ou marchandises en vue de la revente en l'état ou après transformation, l'achat d'objets en vue de les louer, la fourniture de logement ou de nourriture (hôtellerie, restauration...), l'agence d'affaires (publicité, voyages...), la sous-traitance, les opérations d'intermédiaires de commerce (commissionnaires et courtiers), les activités financières (banque) et les assurances, etc. ;
- pour les **activités industrielles** : les industries de transformation, les industries extractives (y compris l'exploitation de carrières) ou minières, l'industrie du transport, les entreprises de manutention et de magasinage, la production et la vente d'énergie par des personnes physiques (BOI-BIC-CHAMP-10-10 n° 30).

Précisions

- a. S'agissant de la rémunération des artisans-pêcheurs et des pêcheurs associés d'une société de pêche artisanale qui exploite un navire dont elle a la propriété ou qu'elle affrète, il convient de distinguer entre la **rémunération « à la part »**, assimilée à des salaires, et la rémunération de l'**armateur**, imposable dans la catégorie des BIC.
- b. Les activités d'**agent immobilier** et de **marchand de biens** exercées à titre professionnel constituent une activité commerciale par nature au sens de l'article 34 du CGI dès lors qu'elles sont mentionnées à l'article L 110-1 du Code de commerce (CE 29-4-2002 précité et CAA Paris 22-11-2002 n° 99-3902 : RJF 3/03 n° 266). L'administration a étendu cette analyse fondée sur la primauté de la législation commerciale pour la qualification des activités de **lotisseur** (BOI-BIC-CHAMP-10-10 n° 10).
- c. Les contribuables peuvent demander à l'administration de se prononcer sur la **qualification de leur activité** professionnelle (voir n° 79560 s.).
- d. **Intermédiaires en opérations de banque** : voir n° 13165.

M.A.J.

7015

M.A.J.

Pas d'imposition en BIC sans prestations réalisées au profit de tiers

CE 3e-8e ch. 29-5-2019 n° 418293 : FR 31/19 inf. 1 p. 2

FR 31/19 inf. 1 p. 2

Paragraphe
de mise à jour

Cliquez sur **le dernier lien hypertexte** qui vous renvoie vers la mise à jour.

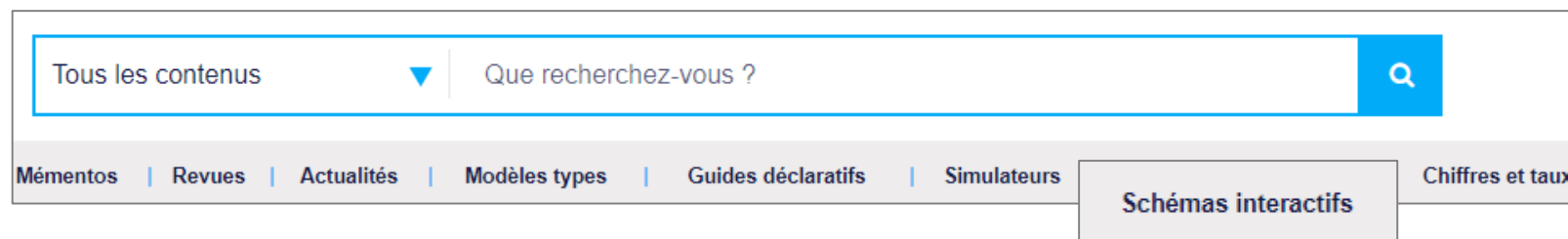
SCHÉMAS INTERACTIFS



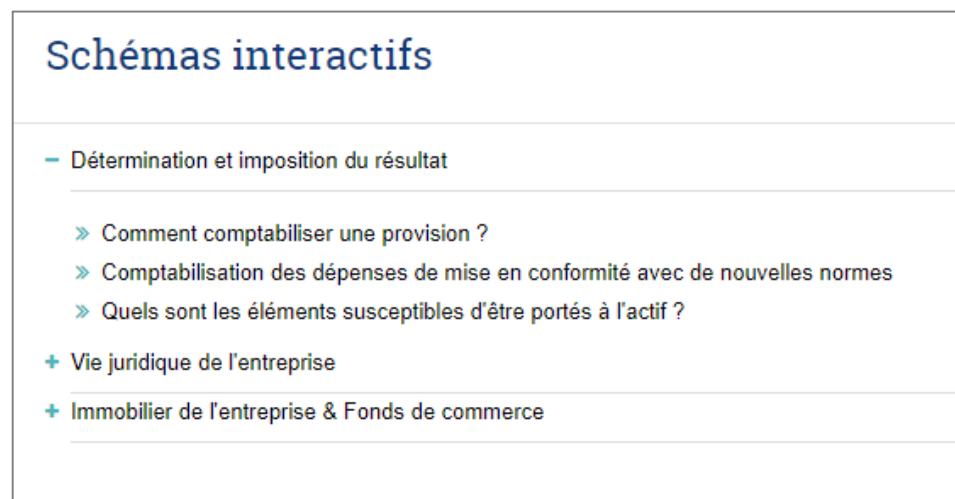
EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz

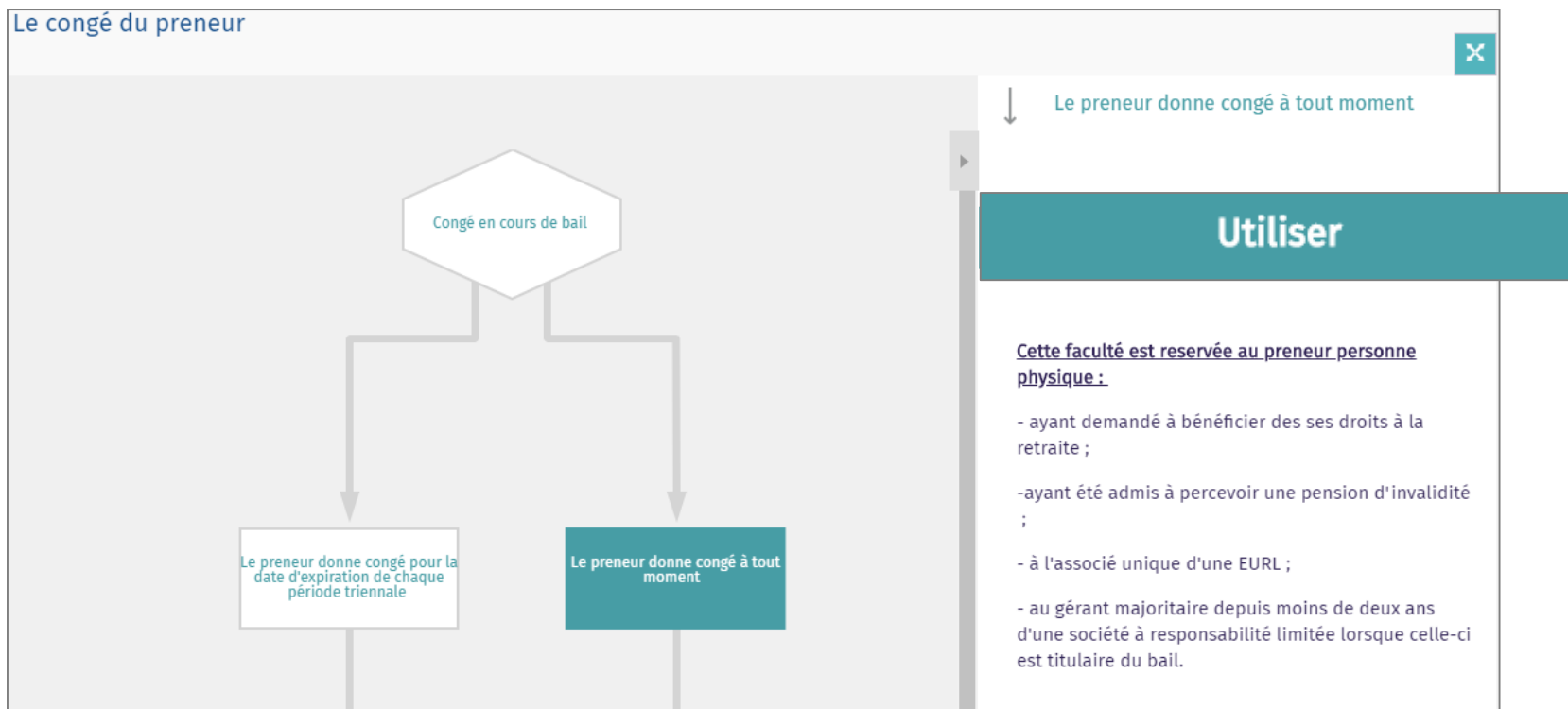
► Accéder à **vos schémas interactifs** par le menu en naviguant dans l'arborescence.



► Vous arriverez ensuite sur cette interface : développer le + présent devant la thématique qui vous intéresse.



- Nos schémas interactifs sont des **arbres de décision** élaborés par nos rédacteurs.
Activer le schéma en cliquant sur « **utiliser** »



- Sur la partie droite de l'écran vous seront fournis des **informations explicatives** concernant la prise de décision.

MODÈLES TYPES




EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE




Lefebvre Dalloz

► Vos modèles types sont accessibles soit via la barre de menu.

Tous les contenus ▼


Que recherchez-vous ? 

Fiches pratiques | Mémentos | Revues | Actualités | **Modèles types** | Guides déclaratifs | Simulateurs | Schémas interactifs | Chiffres et taux | Agenda

Dirigeant >	Transfert d'entreprise >	Organe de direction >	Société anonyme à conseil d'administration >	Administrateurs 
Vie de l'entreprise >	Approbation des comptes annuels >	Assemblées >	Société anonyme à directoire et conseil de surveillance >	Président du Conseil d'administration 
Détermination et imposition du résultat >	Sociétés anonymes (SA) >			Directeur général 
TVA >	Société civile immobilière (SCI) >			
Gestion des salariés >	SARL / EURL et SAS / SASU >			
Immobilier de l'entreprise et fonds de commerce >				

► Mais également par la recherche.


Tous les contenus ▼

Que recherchez-vous ? 

TOUS LES CONTENUS
FICHES PRATIQUES
MODÈLES TYPES
GUIDES DÉCLARATIFS
ACTUALITÉS
MÉMENTOS & REVUES


MODÈLES TYPES

► Sélectionner **Modèles Types** et renseigner dans la barre de recherche les mots-clés correspondant à l'acte recherché.

► Sur votre **modèle type**, cliquez sur  pour ouvrir l'**interface de rédaction**.

STATUTS

Statuts



"Dénomination sociale"
Société civile immobilière
au capital de *"Montant du capital"* euros
Siège social : *"Numéro et Rue"*
"Code postal" *"Ville"*
Société en cours de constitution

STATUTS

:

▼ En cas d'Associé(e)s personnes physiques

▼ En cas d'Associés personnes morales

► Deux modes de saisie vous sont proposés. D'office vous arriverez sur le **mode de saisie dans l'acte**.

The screenshot shows a web interface for 'CONTRAT DE TRAVAIL (CADRES)'. At the top, there's a header with a document icon and the title. Below it, a dark blue bar contains the text 'CHOISISSEZ VOTRE MODE DE RÉDACTION'. Two tabs are visible: 'Mode questionnaire rapide' (disabled) and 'Mode saisie dans l'acte' (active, highlighted in blue). The main content area is titled 'CONTRAT DE TRAVAIL' and contains a form with the following fields: 'Entre les soussignés :', 'La Société' (with a dropdown menu showing 'EFL'), 'Forme de la Société' (with a dropdown menu), and 'au capital de' (with a text input field showing 'Montant') followed by 'euros'. A 'Menu' button with a hamburger icon is in the top right corner.

► L'interface de rédaction vous propose une **personnalisation** de votre modèle type via **des cases et des switches**.

This screenshot shows a detailed view of the contract template's customization options. Two callouts with orange lines point to specific UI elements: a switch and a checkbox. The first section is titled 'Si clause de mobilité' and has a toggle switch turned on. Below it is the 'ARTICLE - Mobilité' section, which includes a dropdown for 'Sélectionner' (showing 'Prénom et Nom du salarié'), a paragraph of text, and two sub-sections with radio buttons: 'Si la Société a un délai pour informer le salarié' and 'Si les frais de déménagement sont pris en charge par la Société'. The second section is 'ARTICLE - Durée du travail et rémunération', which includes a 'Cas général' subsection with a 'Sélectionner' dropdown (showing 'à la durée'), a 'Sélectionner' dropdown (showing 'de travail'), another 'Sélectionner' dropdown (showing 'Prénom et Nom du salarié'), and a 'Sélectionner' dropdown (showing 'percevra une rémunération mensuelle brute' followed by a text input field 'Montant de la rémunération' and 'euros'). At the bottom, there are four checkboxes: 'Clause de forfait hebdomadaire ou mensuel en heures', 'Clause de forfait annuel en heures', 'Clause de forfait annuel en jours', and 'Clause de forfait sans référence horaire pour cadres dirigeants'.

► **Un système de propagation des données** est intégré dans l'interface de rédaction : cela vous permet de **remplir plus rapidement** votre modèle type **en dupliquant la donnée** si elle se répète plusieurs fois dans le document.

Dans le cadre de la gestion du personnel et aux fins du traitement de la paie, la société **EFL** est conduite à solliciter des données personnelles concernant **Sélectionner** **Prénom et Nom du salarié**, **Situation familiale**, **Coordonnées bancaires**, **Numéro de téléphone**, **Numéro de Sécurité Sociale**, **Adresse mail**. Ces données font l'objet d'un traitement par la Société **EFL**, représentée par **Sélectionner** **Prénom et Nom du Responsable des traitements**, **Adresse mail**, en sa qualité de **Qualité** **Sélectionner** comme étant le responsable de ces traitements.

En signant le présent contrat **Sélectionner** **Prénom et Nom du salarié** autorise la société **EFL** à collecter, enregistrer et stocker ces données qui ne seront traitées et utilisées que dans la mesure de ce qui est nécessaire à l'exécution du contrat de travail, à l'accomplissement par la société des obligations qui lui incombent et dans la limite des délais de prescription applicables en matière sociale.

Outre les services de la société **EFL** habilités à les traiter en raison de leur rôle, les destinataires de ces données sont strictement limités à ce jour aux organismes et

► Ici, **en exemple**, nous avons renseigné la dénomination sociale. Il vous suffit de la renseigner une seule fois pour qu'elle se propage dans le document.

► Un deuxième mode de saisie est disponible : le **mode de questionnaire rapide**, pratique pour les modèles types longs. Vous rédigez votre acte en **répondant au questionnaire** et sur la partie droite, **votre acte se construit** dynamiquement au fur et à mesure pour vous permettre de **visualiser le résultat**.

► **Remarque** : Les données saisies en « mode saisie dans l'acte » **sont reprises automatiquement** en « mode questionnaire rapide »

Ces pictogrammes vous permettent de **naviguer** dans votre acte.



CONTRAT DE TRAVAIL (CADRES)

CHOISISSEZ VOTRE MODE DE RÉDACTION

Mode questionnaire rapide / **Mode saisie dans l'acte**

1 **i**

Dénomination sociale (Société)

EFL

Forme juridique (Société)

Montant (Capital social de la Société)

Adresse complète (Siège social de la Société)

CONTRAT DE TRAVAIL

Entre les soussignés :

La Société **EFL**,
 Forme de la Société : **à la carte**
 au capital de **Moins** euros
 située **Adresse de l'entreprise**
 représentée par **Prénom et Nom du représentant de l'employeur**,
 agissant en qualité de **Qualité du représentant de l'employeur**,
 d'une part,
 Et,
Prénom et Nom du salarié,
 demeurant **Adresse complète du salarié**,
 d'autre part,
 Il a été convenu ce qui suit :

Prénom et Nom du salarié est sous contrat à durée indéterminée à compter du **Date d'embauche**.

La déclaration préalable à l'embauche a été transmise à **Nom de l'organisme destinataire de la déclaration** **Adresse de l'organisme destinataire de la déclaration**.

ARTICLE 1 - Dispositions conventionnelles applicables

À la date de sa signature, le présent contrat est régi par les dispositions conventionnelles suivantes :

Choisissez les textes conventionnels applicables dans l'entreprise

Celles-ci peuvent être consultées **Indiquer le lieu de consultation**.

Le présent article ne saurait être interprété comme un engagement de l'employeur à continuer d'appliquer tout ou partie de ces dispositions après qu'un événement quelconque (démission, changement d'activité, etc.) aura remis en cause leur application dans l'entreprise.

ARTICLE 2 - Période d'essai

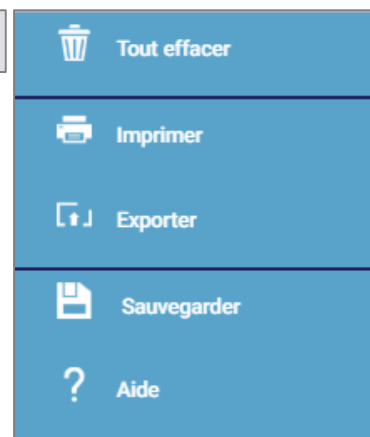
Conformément, le présent contrat est assorti d'une période d'essai de **Durée de la période d'essai** qui expirera le **Date de fin de la période d'essai**.

Cette période d'essai pourra faire l'objet d'un renouvellement pour une durée de **Durée du renouvellement** dans les conditions prévues à l'article L 1221-21 du Code du travail et à l'article **Numéro de l'article de la convention collective (ou de l'accord collectif) relatif au renouvellement de la période d'essai** de **Nom de la convention collective (ou de l'accord collectif) relatif au renouvellement de la période d'essai**.

Au cours de la période d'essai et de son renouvellement éventuel, chacune des parties pourra mettre fin au contrat, à tout moment, sous

Progression 6 %

1



Ce pictogramme vous permet d'accéder au **menu** pour **effacer, imprimer, exporter ou sauvegarder**.

Vous retrouverez votre sauvegarde dans le **tableau de bord**.

Une **barre de progression** vous indique où vous en êtes.

LES ACTUALITÉS



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz

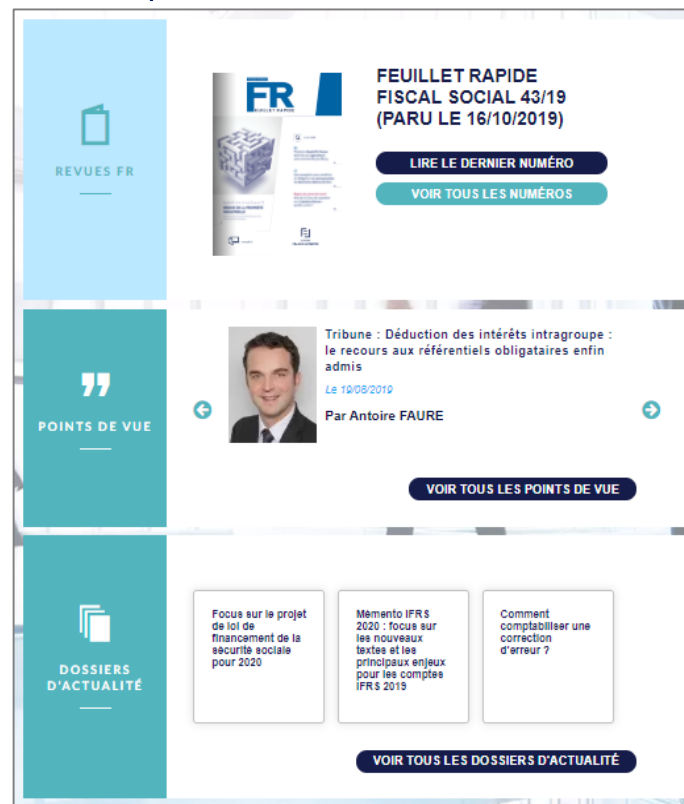
► Un accès à vos actualités est disponible en **bas de la page d'accueil**.

Vos actualités à la une rédigées quotidiennement par nos rédacteurs pour ne perdre aucune information juridique.



Des vidéos d'actualité pour compléter votre collecte d'information.


Un accès rapide vers la dernière parution de votre **Feuille Rapide Fiscal Social**



Deux rubriques actualités approfondies :
Des points de vue de professionnels sur les derniers sujets d'actualités ainsi que les dossiers rédigés par nos rédacteurs.

► Accéder également à **vos actualités** via la **barre de menu**.

Tous les contenus ▼

Que recherchez-vous ? 

Fiches pratiques | Mémentos | Revue de presse | Modèles types | Guides déclaratifs | Simulateurs | Schémas interactifs | Chiffres et taux | Agenda

Actualités

► Vous retrouverez les différentes actualité **au même endroit** : vous pourrez consulter vos actualités **par thématique, période** et choisir **le type d'actualité** en utilisant les **filtres** présents sur la partie gauche de l'écran.

Tous les types ▼

Dates

Choisir une période ▼

Du

Au

Effacer

Appliquer

Thèmes

☐ Détermination et imposition du résultat (25)
☐ Gestion des salariés (20)
☐ Vie juridique de l'entreprise (13)
☐ Vie de la profession (9)
☐ Contrôle fiscal et Contrôle URSSAF (5)

18/10/2019 - Détermination et imposition du résultat

Fil d'info

Pas de changement en 2020 pour la retenue à la source sur les salaires et pensions des non-résidents

Lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2020, les députés ont reporté l'entrée en vigueur de certains aménagements de la retenue à la source sur les salaires et pensions de source française versés à des contribuables non-résidents prévus par la loi de finances pour 2019.

Débats AN 17-10-2019

18/10/2019 - Vie juridique de l'entreprise

Fil d'info

Augmentation des engagements des associés : une incohérence de la dernière loi de simplification

La loi de simplification du droit des sociétés sanctionne par une nullité facultative les décisions de SARL augmentant les engagements d'un associé à la majorité. Or, dans les autres sociétés, augmenter l'engagement d'un associé sans son consentement est nul de plein droit. Une différence non justifiée...

17/10/2019 - Détermination et imposition du résultat

Fil d'info

Nue-propriété inscrite à l'actif : la renonciation de l'usufruitier entraîne une augmentation d'actif

La reconstitution de la pleine propriété d'un bien dont la nue-propriété figure à l'actif d'une entreprise, en raison de la renonciation de l'usufruitier à son droit de jouissance, se traduit par l'acquisition de droits nouveaux et donc par une augmentation de l'actif net.

CE 14-10-2019 n° 417095

LES OUTILS PRATIQUES




EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz

► Accéder à **vos chiffres et taux** par le menu en naviguant dans l'arborescence.

Tous les contenus ▼

Que recherchez-vous ? 

Mémentos | Revues | Actualités | Modèles types | Guides déclaratifs | Simulateurs | Schémas interactifs

Chiffres et taux

La date de mise à jour est disponible sous le titre du simulateur

18/03/2019

Les chiffres et taux affichés sur FOCUS sont constamment **mis à jour** dès que l'administration nous les communique.

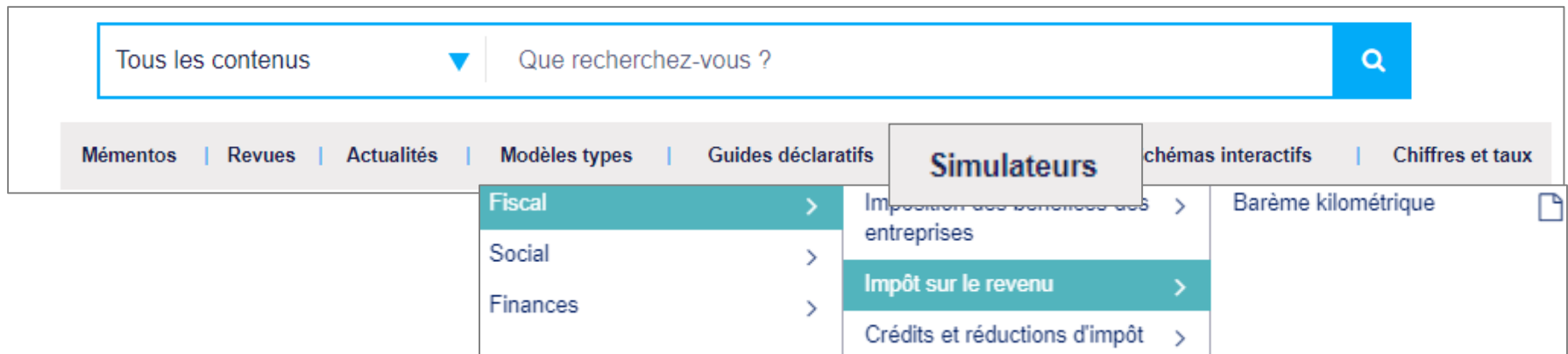
Frais de voiture et de deux-roues Barèmes kilométriques pour 2018

18/03/2019

Barème applicable aux automobiles

Puissance administrative	Jusqu'à 5 000 km	De 5 001 à 20 000 km	Au-delà de 20 000 km
3 CV et moins	$d \times 0,451$	$(d \times 0,270) + 906$	$d \times 0,315$
4 CV	$d \times 0,518$	$(d \times 0,291) + 1\,136$	$d \times 0,349$
5 CV	$d \times 0,543$	$(d \times 0,305) + 1\,188$	$d \times 0,364$
6 CV	$d \times 0,568$	$(d \times 0,320) + 1\,244$	$d \times 0,382$
7 CV et plus	$d \times 0,595$	$(d \times 0,337) + 1\,288$	$d \times 0,401$
d représente la distance parcourue			

► Accéder à **vos simulateurs** par le menu en naviguant dans l'arborescence.



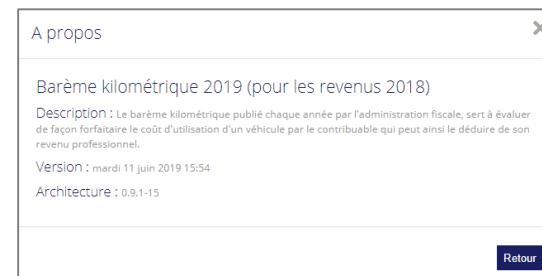
BARÈME KILOMÉTRIQUE 2019 (POUR LES REVENUS 2018)

Automobiles Moto - Deux roues

Puissance administrative 5 CV

Kilométrage professionnel effectué 4 000 kms

Montant forfaitaire des frais de déplacement : 2 172 €



► Renseigner les différentes informations demandées.

► En cliquant sur le pictogramme de menu, consulter la date de MAJ des chiffres et taux en vigueur dans le simulateur.

- Accéder à **votre agenda des obligations** par le menu en naviguant dans l'arborescence.

Tous les contenus ▼

Que recherchez-vous ? 🔍

Mémentos | Revues | Actualités | Modèles types | Guides déclaratifs | Simulateurs | Schémas interactifs | Chiffres et taux

Agenda

- Retrouver vos prochaines obligations en **matière sociale et fiscale** via l'agenda.

Agenda

←

Septembre
Du 1er au 30 septembre

Octobre
Du 1er au 31 octobre

Novembre
Du 1er au 30 novembre

15/10/2019 - Fiscal

Divers

Personnes ayant versé au cours du troisième trimestre à des bénéficiaires domiciliés ou établis hors de France soit certains revenus non salariaux (honoraires, redevances diverses...), soit des salaires, pensions ou rentes viagères : déclaration n° 2494 et versement au service des impôts de la retenue à la source applicable le cas échéant (sous réserve des conventions internationales) (MF n° 4580, 4625 et 4640).

Remarque : L'administration autorise les exploitants agricoles employant des travailleurs saisonniers domiciliés hors de France à verser au plus tard le 10 novembre la retenue à la source afférente aux salaires versés à ces travailleurs au cours du troisième trimestre.

19/10/2019 - Fiscal

Redevables de la TVA

Entreprises étrangères établies dans l'Union européenne ou dans un Etat tiers ayant conclu une convention d'assistance au recouvrement des créances fiscales avec la France souscrivant leurs déclarations TVA auprès du service des impôts des entreprises étrangères : déclaration CA 3 et paiement des taxes afférentes aux opérations de septembre (MF n° 50640, c).

Actualités les plus lues

11/10/2019

Détermination et imposition du résultat

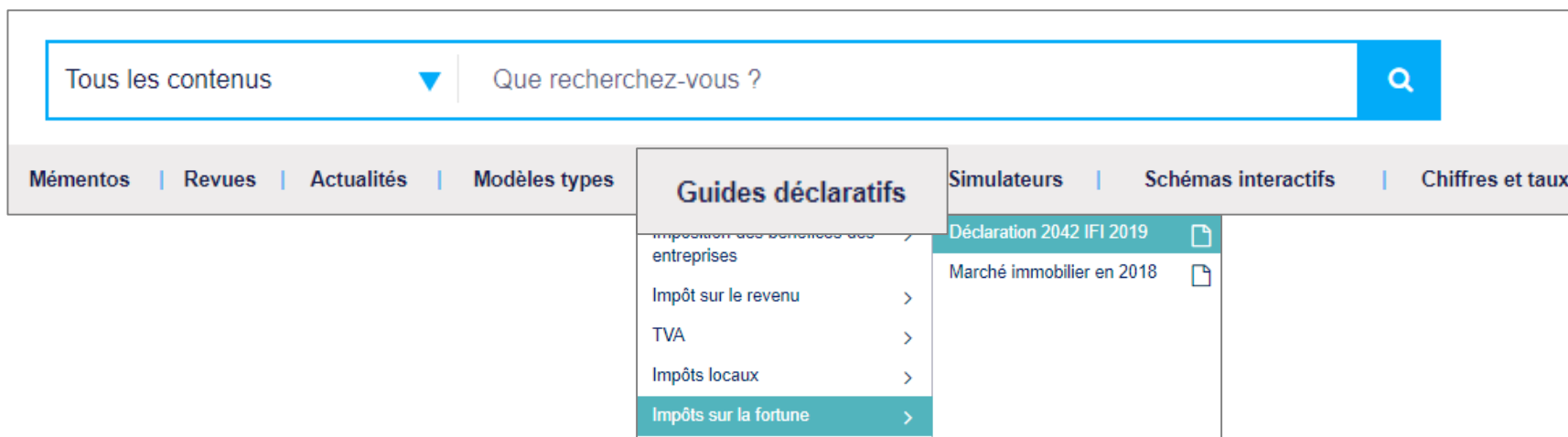
Nouveau guide : le PLF 2020

11/10/2019

Gestion des salariés

Guide : obligation d'emploi de travailleurs handicapés 2019

► Accéder aux **Guides déclaratifs** par le menu en naviguant dans l'arborescence.



► Nos rédacteurs commentent et expliquent les déclarations à effectuer tout au long de l'année via le Feuilleton Rapide Fiscal Social.

IFI

Déclaration n° 2042-IFI

La déclaration d'impôt sur la fortune immobilière doit être soumise par les personnes dont le patrimoine immobilier, au 1^{er} janvier 2019, est supérieur à 1 300 000 € dans les mêmes délais que la déclaration d'ensemble des revenus. Elle est en principe produite avec la déclaration n° 2042. Dans le cas particulier où le redevable n'a pas de revenus à déclarer (et ne souscrit donc pas de déclaration n° 2042), elle doit être accompagnée d'une déclaration dite « allégée » n° 2042-IFI-COV.

Principales nouveautés

Le contenu des annexes déclarées en ligne l'année dernière est automatiquement reporté en 2019. Il appartient au redevable de le valider ou de le mettre à jour (n° 20-a).

Pour la valorisation des parts ou actions ne sont pas prises en compte les dettes contractées par la société auprès du redevable ou d'un des membres de son groupe familial pour l'acquisition de titres de sociétés (n° 130). Par ailleurs, les dettes correspondant aux prêts « in fine » et aux prêts ne prévoyant pas de terme contractés par la société pour l'achat d'un actif imposable sont prises en compte chaque année à hauteur d'un certain montant (n° 131).

Les sociétés sont tenues de communiquer au redevable, sur sa demande, toutes les informations nécessaires pour remplir sa déclaration et en particulier la valeur des parts ou actions et la fraction imposable de cette valeur (n° 132).

Les dettes afférentes à la résidence principale sont déductibles pour leur montant total sans toutefois, selon l'administration, pouvoir excéder la valeur imposable de la résidence, soit 70 % de sa valeur vénale (n° 141).

L'administration admet que les redevables qui, avant le 1^{er} janvier 2019, ont acquis des actifs imposables à l'IFI, en rempli d'une indemnité perçue en réparation d'un dommage corporel, puissent déduire de l'actif imposable que représentent ces actifs immobiliers le montant actualisé de l'indemnité perçue (n° 143).

Les règles particulières de déduction prévues pour les prêts « in fine » et pour les prêts ne prévoyant pas de terme sont étendues à ceux contractés pour l'acquisition de titres de sociétés (n° 144).

Pour le calcul du plafonnement de l'IFI 2019, l'administration considère que seul l'impôt effectivement acquitté en 2019 au titre des revenus de 2018, après imputation du crédit d'impôt pour la modernisation (CIMR), doit être pris en compte (n° 163).

LA RECHERCHE



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz

► La recherche porte sur toute la documentation disponible.

A search bar interface with a light blue border. On the left, there is a dropdown menu with the text 'Tous les contenus' and a small blue downward-pointing triangle. To the right of the dropdown is a large text input field with the placeholder text 'Que recherchez-vous ?'. On the far right of the search bar is a blue square button with a white magnifying glass icon.

1. Cibler un type de contenu
2. Saisir vos mots-clés
3. Lancer la recherche

► Techniques de recherche avancée :

Les guillemets permettent de trouver **une expression exacte**. Exemple : « don manuel »

En saisissant seulement le début du mot et en ajoutant une étoile accolée, le moteur de recherche complète la fin du mot.

Par exemple : recuper* donne récupérable, récupération, récupérer, récupérera ...

► Les résultats sont classés par type de documentation et par ordre de pertinence.

A pertinence égale, la priorité est donnée à l'affichage de la documentation de base où les réponses apparaissent dans le titre. Vous pouvez filtrer les résultats pour affiner votre recherche.

Votre liste de résultat est divisée en **deux parties**.

Filtrer par type de document, période ou missions.

► RÉSULTATS DE RECHERCHE

DANS VOS DOCUMENTS

DANS VOS MÉMENTOS ET REVUES

Affinez votre recherche

20 résultats par page

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 > »

Filtrer par type de document

- ☐ Fiches pratiques (8)
- ☐ Modèles types (180)
- ☐ Guides déclaratifs (120)
- ☐ Actualités (5)

Filtrer vos actualités par date

Choisir une période

Du

Au

[Effacer](#) [Appliquer](#)

Filtrer votre documentation par missions

- ☐ Dirigeant (1)
- ☐ Détermination & imposition du résultat (3)
- ☐ Activités de la clientèle (4)

Focus Expert-comptable - Actes-types

Vie de l'entreprise > Société civile immobilière (SCI) > Cession de parts > Agrément de la cession par les associés

Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale > Texte des résolutions à l'assemblée

Si l'assemblée générale n'agrée pas la **cession de part** sociales Résolution - Agrément de la **cession** L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de ne pas agréer en qualité de nouvel associé : "Nom ou Dénomination (Associé Cessionnaire)", "Numéro et rue du..."

[Voir le résultat dans le sommaire](#)

Focus Expert-comptable - Actes-types

Vie de l'entreprise > Société civile immobilière (SCI) > Cession de parts > Agrément de la cession par les associés

Procès-verbal d'assemblée générale > Procès-verbal d'assemblée générale

Si l'assemblée générale n'agrée pas la **cession de part** sociales Résolution - Agrément de la **cession** L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de ne pas agréer en qualité de nouvel associé : "Nom ou Dénomination (Associé Cessionnaire)", "Numéro et rue du..."

[Voir le résultat dans le sommaire](#)

Guides déclaratifs

n°1 - Index alphabétique - Fonds commun de créance :

Fonds commun de créance : (FR 9/19 n° 346 [**cession de part**]).

[Voir le résultat dans le sommaire](#)

Guides déclaratifs

n°1 - Index alphabétique - Part sociale (revenus de) :

Part sociale (revenus de) : 192, 333, 606 s., 660 s., 677 s. (Voir également : Valeur mobilière). **Cession de part** de sociétés de personnes : (FR 9/19 n° 256 , 336).

[Voir le résultat dans le sommaire](#)

VOUS ACCOMPAGNER AU QUOTIDIEN

EFL.FR

Service client :

01 41 05 22 22

Hotline :

01 41 05 77 00

Du lundi au vendredi, 9h-18h

heure_decouverte@efl.fr



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz

EXCELLENTE NAVIGATION !



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz